

Le projet Macron-Delevoye sur les retraites :

Jeunes et vieux, public-privé, tout le monde est dans le collimateur !

Le manque de financement est une invention, la France a un pognon de dingue pour financer les retraites... et tout le reste :

- **En 1980, 80% du Produit Intérieur Brut (PIB) était redistribué pour rémunérer le travail, directement ou indirectement** (salaires, mais aussi argent pour la sécu, l'assurance chômage, les retraites...) et 20% était capté par le capital (actionnaires).
- **En 2019, cette part du travail est tombée à 70%, au profit de l'actionariat.** Avec un PIB de 2282 Milliards en 2018, les travailleurs ont donc perdu **près de 228 milliards d'euros**. C'est ce qu'on a appelé la « réduction du coût du travail ».
- **La totalité des pensions s'élève à 310 milliards d'euros** en 2018, soit 13,8% du PIB. Le déficit qui justifierait soi-disant la réforme, serait de 9 à 25 milliards d'euros cumulés d'ici 2025, soit à cette date, seulement 8% des pensions annuelles. Un déficit qui de plus résulte essentiellement d'une réduction des recettes (exonérations de charges dans le privé, et réductions des effectifs dans la fonction publique) décidée par le gouvernement lui-même.

Encore des chiffres ? : Les fonds de réserves de l'ensemble des caisses de retraites sont de **150 milliards**. Les niches fiscales, légales, qui permettent de se soustraire à l'impôt pour les classes aisées ou les entreprises, sont estimés à **100 milliards** dans la fourchette basse. Les évasions fiscales, illégales, sont estimées aussi à **100 milliards**. Le CICE (cadeau aux entreprises, mais surtout à leurs actionnaires), **21 milliards** en 2018. Le budget de l'éducation nationale est d'environ 50 milliards en 2018, celui de l'enseignement supérieur et de la recherche d'environ 25 milliards en 2019.

Conclusion : la France a un pognon de dingue, mais surtout pas pour nous, ni pour nos salaires, ni pour nos retraites, ni pour les écoles, ni pour les étudiants, ni pour l'hôpital, ni pour la recherche...

Pour qui travaille le gouvernement ?

☞ **Pas pour sauver les retraites** : malgré l'évolution démographique, et grâce aux gains de productivité (un travailleur crée plus de richesses aujourd'hui qu'hier), et au système français par répartition, elles ne vont pas si mal, merci !

☞ **Pas pour organiser un système plus rationnel et équitable** : les régimes spéciaux, pour l'essentiel en voie de disparition, ne sont qu'un prétexte, et la réforme va au contraire raboter les cotisations demandées aux hauts salaires, au nom du fameux « 1€ cotisé donnera les mêmes droits pour tous »

☞ **Mais pour alimenter les circuits de la finance** : pour mettre au point leur réforme, Macron (ancien banquier) et Delevoye (aux diverses fonctions rémunérées dans le monde de l'assurance) ont pris leurs conseils auprès de **BlackRock**, le plus gros gestionnaire d'actifs financiers au monde, avec plus de 7000 milliards de dollars, dont 2/3 de fonds de pension.

En effet, quand nos retraites ne suffiront plus, que ferons nous ? Bien sûr, ceux qui le pourront se tourneront vers les solutions par capitalisation (déjà en place grâce à la récente loi PACTE). Des solutions qui, contrairement à un système par répartition garanti par le travail des actifs, seront soumises aux risques boursiers. Ceci alors même que les experts nous annoncent pour bientôt une crise financière dévastatrice.

Conclusion : pour le capitalisme financiarisé, il est devenu urgent de réformer le système par répartition français, dernier du genre, pour engranger le pactole de nos retraites avant que cette crise n'ouvre les yeux de tous.

Ne vous laissez pas endormir pas les mensonges éhontés de ce gouvernement, qui utilisera TOUS les moyens pour faire passer son projet

Dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) aussi, nous avons toutes les raisons de nous mobiliser !

Le personnel de l'ESR est maltraité...

Quelque soient les catégories et les métiers (enseignants-chercheurs, chercheurs, BIATSS), les carrières du personnel de l'ESR sont sacrifiées, avec des embauches tardives, des salaires bas et sans perspectives d'évolution, des charges de travail en constante augmentation... Les collègues sont mis en concurrence avec des primes au mérite, les équipes et les laboratoires sont mis en compétition incessante pour des financements sur projet et des labels « d'Excellence » toujours plus inaccessibles.

C'est le dévouement de ce personnel qui porte encore l'université et la recherche de ce pays à bout de bras. Mais on nous prépare une nouvelle loi de programmation de la recherche (LPPR) soi-disant inspirée du « darwinisme », qui s'apprête à détruire les derniers lambeaux de nos statuts et missions de service public.

La jeunesse est sacrifiée...

On maltraite aussi les étudiants, en les sélectionnant à l'entrée de l'université avec Parcoursup sans tenir compte de leurs vœux d'orientation, et en leur imposant un tri sélectif à l'entrée avec des licences à deux vitesses, ou des frais d'inscription différenciés. On les maltraite en les maintenant dans une grande précarité (au moins 20% des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté, et dans une étude du conseil général datant de 2013, 11% des étudiants d'Evry et d'Orsay affirmaient avoir déjà eu recours à la prostitution ou envisagé de le faire). On maltraite enfin les jeunes chercheurs en ne leur offrant comme perspective d'avenir que des successions de post-docs et CDD, et en diminuant encore et toujours les recrutements.

... et ca va continuer :

Comme l'a annoncé le 1er ministre mercredi, ce sont les jeunes, les étudiants, qui seront dès 2022 les plus directement concernés par le nouveau système de retraite. Les personnels de l'ESR seront aussi particulièrement touchés : dans le nouveau mode de calcul, leurs retraites perdront mécaniquement entre 25% et 40% selon les agents.

TOUS ENSEMBLE

STOPPONS L'OFFENSIVE ANTISOCIALE ET REPRENONS NOS VIES EN MAIN !

Contre l'idéologie néolibérale de Macron qui nous mène au désastre, refusons cette réforme et son monde ! Construisons ensemble la solidarité ! Plus que jamais, après les tentatives d'enfumage du gouvernement, **il faut être nombreux, en grève et dans la rue le Mardi 17 décembre** pour stopper cette logique infernale. Il faut montrer au gouvernement que nous ne sommes pas dupes, et que nous ne rentrerons pas chez nous.

MANIFESTATION ET GREVE LE 17 DECEMBRE... et APRES !!!!



orsayenlutte.info

Départ 13h30 Place de la République

Cars au départ d'Orsay : écrire à nordessonne@attac.org

Prix libre (*prix de revient : 16€ A/R*)

Rendez-vous du cortège Paris-Saclay :

avec le cortège ESR, à partir de 13h

à l'angle du Bld du Temple et de la rue des Filles du Calvaire

Prochaine ASSEMBLEE GENERALE PERSONNEL-ETUDIANTS

Jeudi 19 Décembre 12h-14H00, Amphi F2 (BAT 452)